

Les enjeux de la Méditerranée

La région Méditerranée est, présentement, le théâtre de conflits de faibles intensités avec leurs corollaires malveillants et de manœuvres politico-diplomatiques. En effet, depuis Thémistocle et la bataille navale légendaire de Salamine, nous savons à quel point la mer est un facteur capital de la puissance. La Méditerranée est, par voie de conséquence, un enjeu à trois niveaux : stratégique, économique et écologique.

Par Arslan Chikhaoui

Avec ses 46.000 km de côtes et ses ressources sous-marines uniques, la Méditerranée représente la cinquième économie de la région en termes de PIB. Aujourd'hui, la croissance bleue nous indique qu'elle est une source inépuisable de richesses. Selon un rapport publié en 2017 par le Fonds mondial pour la nature (WWF) et le Boston consulting group (BCG), il est mis en exergue que les activités liées aux océans en Méditerranée génèrent une valeur économique annuelle de plus de 450 milliards d'USD. L'importance de la Méditerranée est illustrée par le fait que, bien que la mer constitue moins de 1% de l'Océan mondial, elle représente 30% du produit marin brut mondial. Il est, ainsi, admis que les industries de l'économie bleue continueront de soutenir la croissance des autres secteurs d'activité économique de la région, à la fois en termes de valeur ajoutée et d'emploi. Cela fait partie d'une mégatendance mondiale qui est mise en relief par l'Ocde dans son récent rapport « The Océan Economy in 2030 ». Il fait remarquer que l'Océan est la nouvelle frontière économique et continue à prévoir qu'un scénario de « business-as-usual » augmente la valeur de la production de l'économie de l'Océan en 2030 de deux fois plus qu'en 2010. Les hydrocarbures extracôtiers (offshore), le tourisme maritime et côtier, le commerce maritime, les équipements maritimes et les ports, la pêche et l'aquaculture sont les principaux moteurs de cette tendance. **Leurs perspectives à long terme dépendent de leurs capacités à se connecter et à utiliser des technologies marines innovantes et leurs capacités à s'engager dans une coopération transnationale. Les avances technologiques, les phénomènes sociaux et démographiques et autres tendances de longue durée constituent le substrat de nombreuses activités économiques telles que les énergies marines renouvelables, la protection environnementale, la biotechnologie marine, l'aquaculture, le tourisme, etc. Tout cela représente de formidables champs**

d'opportunité, notamment dans des pays en transition économique, à la recherche de nouvelles sources de croissance, à l'exemple des pays de l'Afrique du Nord.

Les enjeux économiques et écologiques

Au cours des dernières décennies, l'évolution de l'océanographie opérationnelle a été soutenue par une tradition scientifique profondément enracinée et un investissement assez conséquent de l'Union européenne (UE) dans la recherche et le développement technologique. Cela a abouti à la création d'un vaste système d'observation des océans, à l'exemple du projet « Odyssea H2020 » destiné exclusivement à la Méditerranée, qui produit d'importantes quantités de données, qui doivent être transformées en informations pouvant être exploitées pour élaborer la prise de décision dans, les entreprises, la société et les gouvernements.

Ce défi est accentué par le fait que les pays du Bassin méditerranéen non-membres de l'UE ne sont pas toujours aussi bien dotés en moyens d'observation et que nombre d'entre eux attribuent peu de ressources humaines au même niveau de capacités et que l'accès de ces pays aux programmes de coopération est freiné par des obstacles aussi bien légaux et réglementations que des rivalités géopolitiques. La logique du « smart power » qui se définit par l'habileté et l'intelligence à faire résonner le partenariat au bon moment avec les bonnes informations et le bon réseau est, actuellement, de mise pour combler le déficit de capacités et de compétences entre les régions du Nord et du Sud qui bordent cet espace d'échanges multiformes en contribuant au développement d'une croissance bleue exponentielle et durable.

De son côté, le World Economic Forum (Forum de Davos) avait élaboré, en mars 2011, un rapport prospectif portant sur les scénarii futurs concernant la région de la Méditerranée. Il expose, notamment, un axe majeur d'évolution dénommé « Mediterrafrica » dont trois points essentiels sont à relever à ce sujet :

- L'augmentation des potentialités économiques dans les nouveaux marchés émergents en Afrique subsaharienne.
- Les pays sud-méditerranéens se tourneront de plus en plus vers le Sud pour leur développement économique.
- L'Europe repliée sur elle-même ne reconnaîtra pas cette tendance à ses débuts et en fin de compte rate une nouvelle période de croissance et la prospérité dans le Sud de la Méditerranée.

Il ressort du décryptage de ce rapport prospectif que, bien que les nouvelles élites aient relativement réussi à orienter le consensus politique, elles seront de plus en plus exaspérées par le manque de soutien de l'Europe dont elles ont initialement bénéficié. Elles seront de plus en plus réticentes à consacrer leur énergie pour favoriser la coopération avec le Nord et

plutôt se concentrer sur le développement Sud-Sud. Il met en exergue le fait que la Chine contribuera incontestablement au renouvellement et au développement des infrastructures dans la région. En partie entraînée par des investissements massifs et la demande croissante en provenance des pays Bric et du CCG, les entreprises d'Afrique du Nord et les entrepreneurs seront au centre du développement de nouveaux liens régionaux. Par conséquent, la rive Sud de la Méditerranée se positionnera comme une passerelle clé à la croissance rapide des marchés émergents en Amérique latine, en Asie et en Afrique. Ce rapport de la Méditerranée deviendra la principale plaque tournante pour le commerce africain en pleine croissance et les investissements. Grâce à ces marchés potentiels nouveaux et dynamiques, les pays nord-africains se désintéresseront progressivement des initiatives de l'UE. La région Moyen-Orient et Afrique du Nord (Mena), à ce moment commencera à atteindre une stabilité relative. Avec l'augmentation de la coopération Sud-Sud, une nouvelle identité Sud Méditerranéenne se développera et la région s'érigera en puissance des marchés émergents de plus en plus influents avec de nouvelles élites gouvernantes bien consolidées.

Les enjeux stratégiques

Les bouleversements sociopolitiques que subit la région Méditerranée et Mena a pour finalité d'avoir un contrôle sur les réserves naturelles énergétiques et hydriques pour assurer durant les prochaines cinq décennies une stabilité et une sécurité des populations des pays occidentaux (Nord) dont les exigences de consommation seront en croissance exponentielle et surtout maintenir leurs exigences de confort. La crainte de ces pays est que leur sécurité nationale soit menacée. L'intérêt stratégique des pays occidentaux (USA et les puissances de l'UE) est de ne pas laisser la Chine s'appropriier ces ressources. Depuis 2011, divers rapports de Think Tanks internationaux, font état que la chute des élites des régimes au pouvoir cèdera la place à la nouvelle élite de gouvernants qui a été dénommée pour la circonstance « G11 » avec laquelle les pays occidentaux ont des affinités et seront en adéquation de vision et de communication. Il s'agit des élites de tendance libérale quelle que soit l'obédience politique ou culturelle. Cette nouvelle élite les rassurerait sur le contrôle des réserves énergétiques, minières et hydriques. Cette mue est en train de s'opérer avec comme sous-bassement la bénédiction et le soutien des opinions publiques des pays de la région.

Les enjeux politiques

Les bouleversements que connaît la région Méditerranée, en général, et Mena, en particulier, sont le prolongement de ce que l'Europe a connu après la chute du mur de Berlin en 1989 et qui lui ont permis de s'élargir dans le cadre de sa politique de convergence économique et politique des pays satellites de l'ex-Union soviétique. La force militaire y a par moment contribué (Bosnie, Kosovo...) comme c'est le cas aujourd'hui pour la Libye, la Syrie et le Yémen. La démarche de soutenir la mise en place de nouvelles élites dirigeantes

dans la région qui a débuté avec la chute du président irakien, Saddam Hussein, sont le parachèvement du processus de globalisation et d'harmonisation des modes de gouvernance utiles à consolider ce nouveau système. Elles font suite à la crise multidimensionnelle structurelle et institutionnelle ayant touché toute la planète partant de la crise des surprimes, suivie d'une crise financière, une crise économique, une crise des déficits budgétaires, une crise de l'emploi et enfin par une crise sociale avec un fort impact sur la gouvernance politique actuelle. Elle se conforte avec la crise sanitaire due à la pandémie du Covid-19.

Aux yeux des puissances occidentales, la mise en place de la nouvelle élite « G11 » permettra l'instauration de nouveaux réseaux relationnels qui supplanteront aux anciens réseaux qui deviennent désuets et inadaptés. **Après la décennie des indépendances, a succédé la décennie de la lutte contre les nationalismes, puis la décennie du désarmement, la décennie des droits de l'homme et de l'humanitaire, et enfin la décennie des réseaux (network).**

Cette démarche de renouvellement des réseaux en Méditerranée s'articule, entre autres, autour des différents cadres de coopération. La plupart sont fortement institutionnalisées, comprenant un très grand nombre d'acteurs et traitant tous les secteurs de coopération. C'est la même philosophie doctrinale sous-jacente qui dicte l'ensemble des cadres de coopération partant du processus de Barcelone à l'Union pour la Méditerranée (UpM), en passant par les accords d'association, par la Politique européenne de voisinage (PEV), et par le dialogue politique méditerranéen de l'Otan. Ces cadres de coopération répondent à une logique qui se résume en :

- Ils sont inclusifs et diluent leur spécificité régionale.
- Ils sont de dimension unilatérale et annihilent le rôle des pays du Sud comme pôle de propositions.
- Ils sont fortement institutionnalisés et tributaires d'une lourde bureaucratie.
- Ils sont fortement marqués par le déséquilibre des rapports de forces entre une Europe convergente et intégrée et des pays du Sud en rangs dispersés.

Dans une certaine mesure, le cadre de dialogue et de coopération «5+5 » apparaît comme un palliatif aux lacunes des autres cadres de coopération. En effet, le processus de Barcelone est quasiment paralysé par, l'interruption du processus de paix israélo-palestinien, la guerre du Liban en 2006, celle de Gaza en 2009 et les révoltes des pays arabes de 2011. Les luttes d'influence et de leadership ont privé ces cadres de coopération de flexibilité et de pragmatisme.

Par ailleurs, l'Europe est progressivement aspirée par le tourbillon des guerres et des conflits dits de faible intensité au Mena. Le soutien des Emirats arabes unis (EAU) au développement d'un pipeline de la Méditerranée orientale qui pourrait nuire

économiquement au Qatar combiné à l'opposition de la Grèce, de Chypre et de la France aux mouvements tactiques de la Turquie, laisse l'Europe sans grande marge de manœuvre. Les guerres par procuration qui opposent les EAU, l'Arabie saoudite et l'Égypte au Qatar et à la Turquie se sont répandues dans l'espace de la Méditerranée orientale. Les pays européens, dont la France, la Grèce et Chypre, se sentent menacés par l'utilisation de la Libye par la Turquie pour étendre son emprise sur les eaux régionales riches en gaz.

En conséquence, les conflits et leurs corollaires malveillants autour de la Méditerranée deviennent des problématiques sérieuses pour le développement d'une coopération renouvelée, apaisée et équilibrée entre les deux rives Nord et Sud.

AC / 9.11. 2020

****Docteur Arslan Chikhaoui, est, actuellement, Président exécutif du Centre de consultance et d'études 'NSV'. Il est membre, du Conseil consultatif d'experts du Forum économique mondial (WEF-Davos), du Conseil consultatif du Forum Défense et Sécurité (DSF-Londres), et du Forum civil des Nations unies (Unscr 1540). Il est Alumni du Centre NESAs pour les études stratégiques (NDU-Washington DC). Il est, également, partie prenante dans divers groupes de travail 'Track II' : Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (Nepad), Sécurité dans la région méditerranéenne, Afrique du Nord et Sahel, non-Prolifération des armes de destruction massive dans la région Mena, RSS en Afrique du Nord.***

Forum Ibn Khaldoun le 5 décembre 2020